

le Canada et un autre pays sont censés soumettre le Canada à l'application du tarif maximum?

L'hon. M. FIELDING: Je crois que l'honorable député trouvera la réponse à sa question dans les renseignements que je communiquerai à la Chambre concernant les concessions que nous nous proposons de faire. Ils démontreront que nous jouirons des avantages du tarif minimum des Etats-Unis, mais que nous n'entendons pas accorder à ce pays toutes les concessions que nous avons faites à la France et aux autres nations les plus favorisées.

M. W. F. MACLEAN: Alors, ils ont renoncé à leur prétention?

L'hon. M. FIELDING: Je crois que la proclamation du président constituera une renonciation à cette prétention. Néanmoins, je ne veux pas interpréter les actes de nos voisins du Sud. Lorsque nous jouirons des avantages du tarif minimum et qu'une proclamation à cet effet sera publiée, je considère qu'ils auront renoncé à prétendre qu'ils ont le droit de recevoir toutes les faveurs que nous accordons à d'autres pays. Nous n'admettons certainement pas cette prétention et nous avons pris la peine de le faire savoir. D'un autre côté, je ne veux pas interpréter leur attitude, mais, puisqu'ils nous accordent les avantages du tarif minimum et reçoivent de nous, en échange, non pas toutes les concessions contenues dans le traité français, mais une faible partie seulement de ces faveurs, je considère que cela constitue une renonciation à la prétention qu'ils ont le droit d'entraver notre liberté dans la conclusion des traités.

L'événement suivant fut la visite du président Taft à Albany, pour prendre part à une cérémonie intéressante à laquelle le Gouverneur général du Canada était aussi invité. Albany peut être considérée comme le poste à mi-chemin entre Washington et Ottawa, et il vint à notre connaissance que le président avait exprimé le désir de traiter cette question lui-même, et qu'il serait heureux si l'on pouvait faire en sorte qu'il pût la discuter avec les représentants du Gouvernement canadien.

M. J. D. REID: Qui a fait connaître au Gouvernement le désir du président?

L'hon. M. FIELDING: Quel rapport cela a-t-il avec la question? Du moment que le fait est vrai, qu'importe la manière dont nous l'avons appris?

M. J. D. REID: N'est-ce pas par l'entremise du rédacteur du "Globe" de Toronto?

L'hon. M. FIELDING: Voici encore un honorable collègue qui n'a jamais profité beaucoup de renseignements du "Globe", et qui s'occupe de ce journal aujourd'hui.

M. HUGHES: Si l'honorable ministre veut parler de moi, je désire lui dire que je n'ai pas parlé du "Globe" du tout, mais de celui qui dirige le "Globe" et semble aussi conduire le Gouvernement.

L'hon. M. FIELDING: Il paraît en diriger d'autres aussi. J'avouerais franchement que je crois que le rédacteur du "Globe" a rendu un bon service au public. Je suis heureux de pouvoir lui en donner le mérite devant cette Chambre.

M. HUGHES: Ne le reniez pas.

L'hon. M. FIELDING: Je ne le renie pas. Ainsi que je l'ai dit, le président allait à Albany et nous apprîmes qu'il serait heureux de discuter la question avec les représentants du Gouvernement canadien. Si mon honorable ami désire savoir par qui nous avons appris cela, je puis l'assurer que le renseignement nous est venu de M. William H. Taft, le président des Etats-Unis.

M. J. D. REID: A la suite des négociations de M. Macdonald du "Globe"?

L'hon. M. FIELDING: Si c'était le cas nous n'y avons pas d'objection. Nous sommes toujours prêts à accepter de bonnes choses de quelque part qu'elles nous viennent.

M. J. D. REID: Puis-je demander au ministre des Finances si lui-même ou le premier ministre n'a pas envoyé M. Macdonald à Washington pour entamer des négociations?

L'hon. M. FIELDING: Quelle importance cela peut-il avoir?

M. J. D. REID: Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas envoyé un membre de son Gouvernement au lieu du rédacteur du "Globe" de Toronto?

L'hon. M. FIELDING: C'est exactement ce que le premier ministre a fait.

M. J. D. REID: Après que M. Macdonald fût allé à Washington entamer les négociations.

L'hon. M. FIELDING: Plusieurs personnes sont allées à Washington. C'est une grande et belle ville, et beaucoup d'autres que M. Macdonald y sont allés et ont discuté cette question longtemps avant lui avec la gouvernement des Etats-Unis.

M. J. D. REID: Mais l'honorable ministre ne nie pas que le premier ministre ou le ministre des Finances a envoyé M. Macdonald entamer des négociations.

L'hon. M. FIELDING: Je ne le nie pas, parce que je ne sais pas pourquoi l'honorable député le dirait.

M. J. A. CURRIE: C'est parce que ce n'est pas la première fois que le rédacteur du "Globe" est allé comme en qualité d'ambassadeur officieux négocier un traité.